

20 avril 2002

La lutte pour l'indépendance, Clef de voûte pour vaincre le néolibéralisme



Dans l'actuel débat autour de la plate-forme du futur nouveau parti qui sera fondé les 15 et 16 juin prochains, plusieurs ne sont pas convaincus de la pertinence de la revendication de l'indépendance comme un des piliers de cette plate-forme. Pour ces camarades, cette revendication désunit le camp des antinéolibéraux et même, pour plusieurs, elle joue le jeu du néolibéralisme quand ce n'est pas de l'ethnisme.

Pour éviter le débat, on préférerait s'en remettre à une Assemblée constituante, ou même à un référendum. Ces camarades oublient que ce sont là des stratégies qui ont un enjeu, l'indépendance. Serait-il possible que le nouveau parti qui prétend à représenter les intérêts stratégiques des classes populaires du Québec n'ait rien à dire sur cet enjeu qui est et continue d'être un, sinon le, sujet central de la politique québécoise et même canadienne depuis 40 ans.

Ce serait, dès sa fondation, une capitulation de taille pour un parti qui prétend présenter une alternative au fédéralisme néolibéral. Pour éclairer le débat, il nous faut d'abord comprendre à quel point la désarticulation entre question nationale et question sociale a plombé le développement du peuple québécois empêchant de résoudre l'une et l'autre. L'absence historique d'un parti unifié de gauche comme lieu de résolution programmatique et organisationnelle de cette dynamique complexe en est la marque indélébile.

L'oppression nationale, une question centrale

Depuis l'expérience du Parti Ouvrier du début du siècle passé sous les leadership d'Albert St-Martin (aile révolutionnaire) et Gustave Francq (aile réformiste), aujourd'hui bien oubliée, le Québec n'a pas connu de parti de gauche unifié quelque peu de masse dont la majorité eut été francophone. La nation québécoise, au sein du monde impérialiste, partage cette caractéristique avec l'Irlande et les États-Unis. Si le chauvinisme planétaire et le racisme rendent compte de ce phénomène aux États-Unis, il s'explique plutôt en Irlande

et au Québec par une forte oppression nationale passée et présente. Il ne faut pas se cacher que c'est là l'échec stratégique majeur, et de loin, de la gauche québécoise du siècle dernier.

Ce boulet au pied mine la confiance en soi du prolétariat québécois tout en le privant de précieuses références historiques pour se doter d'un parti qui représente politiquement ses intérêts même déformés par la pesanteur de l'idéologie bourgeoise. L'absence de ce point d'ancrage aura fait le lit de la soumission ouvrière à différents courants bourgeois et petits-bourgeois durant le siècle passé dont le nationalisme populiste du PQ et du Bloc des 35 dernières années est le dernier avatar.

La plupart des courants minoritaires qui rejetèrent cette hégémonie, de la gauche social-démocrate à l'extrême gauche, confondirent le rejet du nationalisme avec celui de la lutte contre l'oppression nationale qui était pourtant la source du mal. Le résultat pitoyable en fut de laisser le champ libre à la construction du bloc nationaliste. Comment expliquer ce point aveugle des uns et des autres, gauche social-démocrate et gauche fédéraliste, sinon par le refus – inconscient le plus souvent – d'assumer la direction de la libération de son propre peuple, refus enraciné dans la dévalorisation de soi comme peuple mais surtout et avant tout comme classe.

Si en effet depuis une ou deux générations le peuple québécois a pris pleinement conscience de sa réalité nationale – mais d'une façon très inégale selon les générations et les classes – le prolétariat en son sein, ne bénéficiant pas d'une tradition même travailliste comme par exemple en Écosse, n'a pas accompli sa propre libération comme classe en se dotant de son propre parti avec, bien sûr, son propre projet de société. C'est tout là la malédiction du prolétariat québécois, malédiction qui se répercute sur tout le peuple du Québec.

Le pourrissement du projet péquiste-bloquiste, complètement inféodé à l'impérialiste libre-échangiste, vide de tout contenu et réduit à la caricature la revendication fondamentale de la lutte nationale pour se libérer de cette prison des peuples qu'est l'État canadien : l'indépendance du Québec. Pourtant cette revendication reste essentielle puisqu'elle découle de l'histoire même de l'État canadien.

L'État canadien, une prison des peuples

La bourgeoisie canadienne s'est formée très rapidement, en 200 ans, sur un immense territoire non unifié ni économiquement ni politiquement. Pour accomplir cet exploit, elle a opposé la Grande-Bretagne et les USA pour se construire sur la base d'un ensemble de nations autochtones, acadienne et « canadienne », toutes des nations conquises, dont aucune ne parlait sa langue, l'anglais. Pour unifier en un seul État ces nations hétérogènes, qui lui étaient

hostiles, la bourgeoisie canadienne est devenue économiquement extrêmement concentré, surtout dans le domaine financier. Mais, politiquement, elle a été forcée à demeurer très éclatée, particulièrement entre secteurs canadien-anglais et québécois mais aussi entre régions au sein même du Canada anglais.

Ce n'est que maintenant que la bourgeoisie canadienne doit plus que jamais centraliser son État pour ne pas être marginalisé dans le nouveau « marché global ».

Après la conquête de 1760, et surtout après la guerre de libération nationale américaine, la pré-bourgeoisie canadienne a dû littéralement s'importer un peuple anglophone, loyalistes américains et immigrantEs britanniques. Cette stratégie démographique a, à la fois, marginalisé un peuple « canadien » prompt à la révolte et peuplé les Cantons de l'Est et le « Haut-Canada » contre les pressions de l'expansion démographique américaine. Il a fallu cent ans pour réduire à une minorité les « CanadienNEs » devenant peu à peu des « CanadienNEs-françaisES », concept d'ailleurs davantage à connotation ethnique que nationale.

Les nations conquises résistèrent, souvent par les armes. Le colonisateur britannique et ses alliés, « Bureaucrates » et *Family Compact*, déportèrent les AcadienNEs – qui prirent cent ans à se reconstituer sur des terres morcelées dont personne ne voulait –, défirent par les armes la révolte autochtone de Pontiac – pour s'assurer le contrôle des territoires à fourrure, source d'accumulation primitive de la bourgeoisie canadienne –, et surtout écrasèrent dans le sang et le feu la révolution démocratique des « CanadienNEs » en 1837-38, imités à une moindre échelle par la révolte du nouveau peuple canadien-anglais au « Haut-Canada ».

Sur cette base de destruction nationale et sur celle, plus « douce », d'assimilation des francophones dans la ligne du Rapport Durham, naquit la Confédération de 1867, concoctée en demi-secret par les barons du rail et leurs financiers britanniques. Mais ce *coup fourré* non plus ne se fit pas sans résistance. Les Métis, nation en formation, majoritairement francophone, résultant de la fusion Aborigène-« Canadien » dans les Plaines de l'Ouest, s'opposa les armes à la main et fut vaincu. Désormais l'État canadien pouvait s'étendre *coast to coast*.

Restait à faire disparaître le français comme *lingua franca* des Plaines. On l'interdit d'abord dans les écoles du nouveau Manitoba bilingue puis en Ontario qui dut cependant, après plus de 10 ans de lutte, reculer face à la résistance franco-ontarienne. Pour arriver à calmer la révolte du Québec face à la pendaison de Riel et à ses suites anti-francophones, la bourgeoisie consentit à la tactique du *French Power* avec Laurier. Elle réussit ainsi, en alliance avec le pouvoir clérical du Québec, à passer à travers les crises de la conscription de 1917 et de 1942.

La bourgeoisie put alors acculer les CanadienNEs-françaisES dans le bastion québécois et ouvrir tout grand l'État canadien à l'immigration sud et est-européenne, puis mondiale, qu'elle assimila en anglais. Le Québec et les désormais nationalités francophones hors Québec se maintinrent par le « revanche des berceaux » et les valeurs traditionnelles. Mais l'appât du *cheap labor* francophone, comme source de sur-profits, prolétarisa et urbanisa le peuple québécois qui prit conscience du cul-de-sac du nationalisme traditionnel qui ne correspondait plus à la nouvelle réalité industrielle et urbaine du Québec.

Malgré toutes les campagnes de peur, le peuple québécois favorisa de plus en plus l'indépendance. Paniquée, la bourgeoisie opposa, encore une fois, l'invasion armée, en octobre 1970. En prime, elle imposa le bilinguisme, c'est-à-dire l'assimilation de la langue la plus faible au nom de l'égalité. En 1982, elle récidiva en imposant au Québec, qui la refuse toujours, une Charte *politically correct* consacrant l'État canadien comme nation unique d'individus formellement égaux. Pendant que disparaissait l'implicite droit de veto du Québec, on niait les droits collectifs, tant nationaux que sociaux, si ce n'est le cadeau bidon des droits « inhérents » des Aborigènes. Puis toutes les manœuvres de récupération, de Meech à Charlottetown, échouèrent.

Comble de l'ironie, après un PQ qui réussit à contrôler et à faire échouer l'impétueux mouvement indépendantiste de libération nationale des années 60-70, la direction néolibérale de Bouchard devint, suite au résultat du référendum de 1995 qui avait discrédité le *French Power* libéral, la dernière carte « démocratique » de la bourgeoisie canadienne pour dévoyer et diviser le mouvement indépendantiste. Il a fallu les coups de boutoir péquistes pour recréer une embellie au pouvoir fédéral lui permettant d'imposer la loi C-32 sans coup férir. On a donc, pour l'instant, mis de côté le plan « B » c'est-à-dire le retour, s'il le faut, à la manière forte de 1837, 1885, 1917 et 1970.

L'indépendance : une revendication nécessaire à l'unité antinéolibérale

La classe ouvrière dans l'État canadien a mené des combats héroïques : la lutte pour la journée de 9 heures en 1872 ; la grève de Winnipeg de 1919 ; les grèves de 1945-48 des travailleurs de Ford, gagnant la formule Rand, des marins et des travailleuses du textile ; le Front commun québécois de 1972 ; le mouvement *Solidarity* de Colombie-Britannique de 1983. Plus récemment et modestement, les « Days of Action » contre le gouvernement ontarien Harris et les grèves des infirmières à travers le Canada ont encore une fois démontré cette vitalité.

Mais parce qu'aucune de ses luttes ne prit en compte la nature de l'État canadien comme prison de nations et des peuples, aucune ne déboucha au niveau pan-canadien. L'illustration récente la plus probante en est le manque de

coordination entre les syndicats d'infirmières qui, même si elles affrontaient des employeurs différents, faisaient face au même problème en même temps. Il y eut, de temps à autre, de très brefs moments de grâce, comme la journée de grève générale d'une journée en 1976 qui unifia tout le prolétariat de l'État canadien. On peut aussi mentionner les grèves des postiers, de responsabilité fédérale, et même quelque peu l'opposition au Sommet des Amériques. Mais ce fut des moments sans lendemain.

L'actuelle incapacité d'une lutte unifiée pan-canadienne contre les politiques néolibérales de coupures, de privatisation, de déréglementation et d'appui actif à la « guerre contre le terrorisme » illustrent dramatiquement cette faiblesse stratégique du prolétariat de l'État canadien. Si l'État canadien comme prison des nations et des peuples était à l'origine le point faible majeur de la bourgeoisie canadienne, celle-ci l'a transformé en point fort politique, brisant presque la classe ouvrière pan-canadienne en deux solitudes, sinon plus.

De tous les facteurs de division de la classe ouvrière, la question nationale québécoise ressort comme le facteur incontrôlable et imprévisible de la politique canadienne. Même si un référendum serait en ce moment suicidaire suite à la trahison péquiste d'après 1995, l'appui populaire au « Oui » demeure relativement élevé et même celui à l'indépendance. C'est là la façon concrète, réellement existante et contradictoire du peuple québécois de dire qu'« un autre Québec est possible ».

Certes, la nation québécoise ne subit pas davantage que les nations aborigènes ou acadienne, ou que les nationalités de couleur ou francophones hors Québec, les conséquences de l'oppression. Ce serait plutôt le contraire. La nation québécoise, cependant, dans un avenir prévisible, a seule la force démographique, économique et, depuis une génération, politique de briser l'État canadien, donc de sérieusement menacer le pouvoir fédéral néolibéral. Et surtout à cette force on nie toute reconnaissance constitutionnelle, si timide soit-elle, justement à cause de cette capacité politique. Non seulement les autres nations et nationalités opprimés ne l'ont-elles pas, mais non plus l'ont, stratégiquement parlant, le mouvement syndical et le mouvement des femmes.

D'où le caractère stratégique de la revendication de l'indépendance du Québec comme clef de voûte de la construction du front antinéolibéral large, pluriel et pan-canadien contre la bourgeoisie canadienne. Ce serait le comble de l'ironie si le parti unifié de la gauche québécoise n'en faisait pas un pilier de sa plateforme.

Libération nationale et nationalisme

Plusieurs militantEs, particulièrement parmi la jeune génération anti-globalisation, rejettent la centralité historique de la question nationale. Elle n'a

pas le souvenir du puissant mouvement de libération nationale/sociale d'avant 1975 n'ayant sous les yeux que le néolibéralisme péquiste. Mais on ne peut réduire la nature politique d'un mouvement national à sa direction pas plus qu'on peut le faire pour le mouvement ouvrier.

Pire, elle a tendance à confondre question nationale avec la résurgence du nationalisme ethnique style « Québécois de souche » qu'elle associe avec les nettoyages ethniques balkaniques. Parfois ce désintérêt va jusqu'au rejet de la réalité de l'oppression nationale – en accord d'ailleurs avec tant les fédéralistes que les nationalistes pour qui n'existent que des différences nationales – et même de l'existence de la nation québécoise.

Ce rejet ne relève pas cependant uniquement d'une dynamique québécoise mais d'une dynamique propre au mouvement anti-globalisation où l'amalgame est souvent fait entre nation et ethnie, entre question nationale et nationalisme. Ce réductionnisme n'est d'ailleurs pas étranger au fait que le mouvement anti-globalisation s'enracine dans les États-nations impérialistes (et quelque peu d'Amérique du Sud), en particulier dans les États-nations anglo-saxons, où la question nationale est « réglée ». On fait bien une exception pour les nations autochtones mais justement celles-ci ont que très rarement la force démographique et socio-économique de revendiquer leur indépendance.

Cependant, l'après 11 septembre, et surtout la démesure de l'oppression du peuple palestinien, commence à changer ces perceptions du moins chez ceux et celles qui font la jonction entre lutte contre la mondialisation néolibérale et lutte contre la guerre. Difficile de ne pas trouver légitime la lutte pour l'indépendance nationale du peuple palestinien. Ce qui amène à réexaminer tout le dossier.

La réduction de la lutte nationale à la lutte nationaliste amène aussi à réduire la nation à une catégorie imaginaire. Pour le nationalisme la nation a tendance, en effet, à se résumer à un « culte de la différence » basée sur une idéalisation embellie de l'histoire et de la culture nationales. De là à la sacralisation des traditions et du territoire « historique », il n'y a qu'un pas.

Cette réduction de la nation à une catégorie imaginaire vient peut-être d'une confusion entre nation et État, confusion qui porte à attribuer les caractéristiques matérielles de la nation à l'État. Et, sauf erreur, comme toutes les nations anglophones sont aussi des États, et parmi les plus puissantes, quand on est anglophone on peut confondre l'un pour l'autre. À la limite, cette confusion peut amener à attribuer le statut de nation « réellement existante » aux seuls États et réduire toutes les nations sans État à des groupes ethniques qui rêvent de devenir des États par nettoyage ethnique.

C'est exactement ça que signifie la politique « multiculturelle » de l'État canadien qui tente de réduire les QuébécoisEs à une grosse ethnie qui s' imagine être une nation. Sans doute que le français, langue prépondérante au Québec, relève de

l'imagination ; que l'histoire de l'oppression du Québec est pure invention (tout comme la déportation des AcadienNEs qui explique leur dispersement territorial d'aujourd'hui) ; que la grande richesse de la culture québécoise, y compris sa production télévisuelle dont les cotes d'écoute l'emportent sur les cotes d'écoute des programmes étasuniens ; que les réseaux financiers et manufacturiers proprement québécois ; que l'original secteur public québécois avec ses CLSC et ses CÉGEP, sont des produits de l'imagination !

Malgré l'offensive planétaire de l'anglais dans le sillage du néolibéralisme, malgré les politiques d'immigration anti-françaises du fédéral, la nation québécoise a intégré et continue d'intégrer une forte proportion de ses minorités nationales et de son immigration. Seule une nation est en mesure de faire cela.

Libération nationale et néolibéralisme

Le potentiel libérateur du mouvement national tire sa racine de l'impératif de la géographie du fait que le champ du politique, depuis l'avènement du capitalisme, est et demeure toujours l'État capitaliste qui a besoin d'une base territoriale en continuelle expansion pour accommoder l'accumulation du capital national. Tout mouvement contre l'oppression nationale met en cause le pouvoir bourgeois dans l'une de ses dimensions les plus sensibles, le contrôle sur sa base territoriale ou sa nécessaire extension.

La loi de l'accumulation du capital a ainsi inauguré l'ère de l'impérialisme. Cela posait la nécessité de l'articulation des mouvements de libération sociale aux mouvements de libération nationale (tout comme ils devaient le faire par rapport aux mouvements paysans à l'époque du capitalisme libéral). Si cette nécessité n'était pas très claire après la Première guerre mondiale, elle le devint après la Deuxième. À la montée des mouvements de libération nationale, les forces de l'impérialisme répondirent par le néocolonialisme, c'est-à-dire par la corruption de l'indépendance nationale en déconnectant marché national et État-nation et, parallèlement, en transformant les monopoles nationaux en transnationales.

Le néocolonialisme révéla finalement ce qu'avaient compris les socialistes au moment de l'avènement de l'impérialisme : pas plus que la libération sociale ne peut s'arrêter aux frontières d'un seul pays, pas plus la libération nationale ne peut s'arrêter aux frontières de l'autonomie ou de l'indépendance nationale. Même si les luttes de libération sociale doivent s'enraciner dans chaque pays et les luttes de libération nationale d'abord passer par l'indépendance ou l'autonomie nationale. L'autonomie ou l'indépendance nationale, cependant, ne pouvait plus être le but ultime du mouvement de libération nationale même s'ils en restaient le moyen terme.

Les mouvements nationaux qui se sont laissés prendre au mirage de l'indépendance nationale comme but ultime, souvent à l'image de « la

construction du socialisme dans un seul pays » que leur proposait l'ex-URSS, ont fait le lit du néocolonialisme.

Dorénavant, avec la globalisation de la circulation des capitaux, ce modèle de déconnexion du marché national d'avec l'État-nation tend à s'étendre même aux pays impérialistes, surtout les plus faibles qui n'ont pas de centres financiers internationaux. En effet, la globalisation, en plus d'approfondir le néocolonialisme, donne au capital les moyens de mater l'État-Providence. Cela réduit la capacité des États impérialistes – à la possible exception des ÉU – de maintenir la cohésion nationale. Le résultat paradoxal en est l'affaiblissement de l'État central, ce qui favorise les mouvements nationaux internes à ces pays.

C'est cette nécessité de la géographie comme facteur de rassemblement contre un néolibéralisme désincarné et excluant qui aujourd'hui redonne vie aux mouvements nationaux. Un mouvement de gauche crédible ne marginalise pas le mouvement national mais en dispute l'hégémonie aux forces nationalistes en associant libération nationale à libération sociale comme le propose l'UFP.

Marc Bonhomme, 20 avril 2002